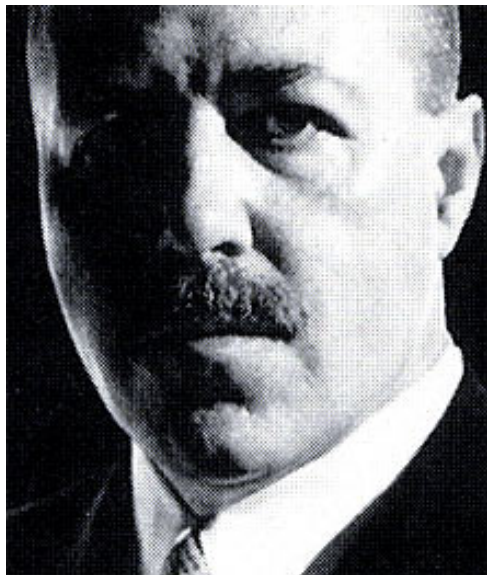


L'ADMINISTRATION BUSH II

Les deux visages de Bernard Kerik : « Bernie » ou « Baghdad terminator » ?



L'ancien patron de la police de New York qui organisa les secours le 11 septembre, Bernard B. Kerik, a été nommé secrétaire la Sécurité de la patrie de la seconde administration Bush Jr. « Bernie » se veut l'incarnation du « rêve américain » : issu d'un milieu criminel, il est devenu justicier et maintenant ministre. Alors que sa biographie officielle sera prochainement portée à l'écran, le Réseau Voltaire révèle les aspects secrets de celui que les GI's surnomment le « Baghdad Terminator » : son rôle d'instructeur en guerre psychologique, ses compétences en matière d'infiltration et ses réalisations en matière de répression, des États-Unis jusqu'en Irak. L'ancien garde du corps de Rudolph Giuliani, devenu son associé en affaire, pourrait surtout être chargé de verrouiller l'élection de 2008.

page 2

Washington s'éloigne de Tel-Aviv

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les États-Unis songent à prendre leurs distances avec Israël, cependant les associations communautaires juives s'alignent sur leur gouvernement et les sionistes sur celui d'Israël. Pour Alexander Foxman, un conflit entre Washington et Tel-Aviv pourrait survenir si Israël refuse de négocier avec les Palestiniens alors que pour Morton Klein les États-Unis doivent s'impliquer contre les Palestiniens.

page 7

REPÈRE : 6 DÉCEMBRE 1944

Pour le secrétaire à la Guerre Stimson, les États-Unis sont pires qu'Hitler

Alors que la campagne de bombardement du Japon prend de l'ampleur, le général Curtis LeMay du 21st Bomber Command donne l'ordre de mélanger des obus explosifs aux bombes incendiaires pour empêcher les pompiers japonais de combattre les incendies. Le « règne de feu » de LeMay touchera essentiellement des zones résidentielles et tuera plus de 700 000 civils. Le 6 décembre 1944, dans une lettre au général McArthur, le brigadier général Bonner Fellers dénonce « le massacre de non-combattants le plus sauvage et barbare de toute l'histoire de l'humanité ». Le secrétaire à la Guerre Henry Stimson déclare qu'il « craint que les États-Unis gagnent la réputation d'avoir commis encore plus d'atrocités et de crimes de guerre qu'Adolf Hitler ». Dans *Time Magazine*, après la guerre, LeMay dira : « Je pense que si nous avons perdu la guerre, j'aurais été pendu comme criminel de guerre. Heureusement, je suis du côté des vainqueurs. » ■



USURPATION, CONTREFAÇON... SUBVERSION

La subversion par Internet prend une ampleur nouvelle. À l'occasion du vingtième anniversaire de la catastrophe industrielle de Bhopal, l'équipe des *Yesmen* vient de réussir le coup d'éclat de faire passer l'un de ses membres pour un porte-parole de Dow Chemical aux micros de la chaîne d'information continue de la BBC. Il y expliquait que « sa » société avait décidé, pour la première fois de l'Histoire, de privilégier l'intérêt général sur les intérêts des actionnaires et de reconnaître sa totale responsabilité dans l'accident industriel qui a fait plus d'une centaine de milliers de victimes en Inde, en 1984. Il promettait en conséquence une indemnisation rapide de celles-ci pour un montant total de 12 milliards de dollars, le nettoyage du site dans les années à venir, la communication de documents sur la nature des produits dispersés et le soutien à la procédure d'extradition de Warren Anderson, ancien directeur de l'usine, poursuivi en Inde pour homicide et actuel résident de Long Island, aux États-Unis. Ce faux communiqué a entraîné un démenti formel de Dow Chemical, contraint d'admettre que jamais la société n'avait envisagé de mécontenter ses actionnaires pour un si futile motif. Suite à cette publicité négative, l'action de Dow Chemical a chuté de 3%. ■

L'administration Bush II

Les deux visages de Bernard Kerik : « Bernie » ou « Baghdad terminator » ?

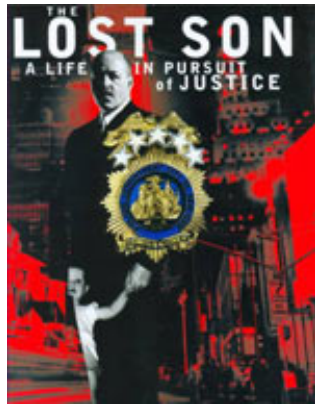
L'ancien patron de la police de New York qui organisa les secours le 11 septembre, Bernard B. Kerik, a été nommé secrétaire la Sécurité de la patrie de la seconde administration Bush Jr. « Bernie » se veut l'incarnation du « rêve américain » : issu d'un milieu criminel, il est devenu justicier et maintenant ministre. Alors que sa biographie officielle sera prochainement portée à l'écran, le Réseau Voltaire révèle les aspects secrets de celui que les GI's surnomment le « Baghdad Terminator » : son rôle d'instructeur en guerre psychologique, ses compétences en matière d'infiltration et ses réalisations en matière de répression, des États-Unis jusqu'en Irak. L'ancien garde du corps de Rudolph Giuliani, devenu son associé en affaire, pourrait surtout être chargé de verrouiller l'élection de 2008.



Bernard B. Kerik en visite en Irak

George W. Bush a nommé l'ancien patron de la police de New York, Bernard B. Kerik, secrétaire à la Sécurité de la patrie, en remplacement de Tom Ridge, démissionnaire. Le Sénat devrait approuver sans difficulté cette désignation car « Bernie », comme on l'appelle, est une personnalité populaire. D'ores et déjà, les deux sénateurs démocrates de New York, Charles E. Schumer et Hillary R. Clinton, lui ont exprimé leur soutien [1].

Les États-Uniens connaissent « Bernie » comme le chef de la police de New York, organisant les secours, le 11 septembre 2001 au World Trade Center, et évacuant plus de 20 000 personnes. Ils ont appris à l'apprécier au travers de ses mémoires, devenues un best seller : *The Lost Son, a Life in Pursuit of Justice* (*L'Enfant perdu, une vie à la poursuite de la Justice*) [2]. Il y narre comment, enfant abandonné par son père à l'âge de deux ans, il fut élevé par un père adoptif au lourd casier judiciaire, qui le maltraita. À l'âge de 14 ans, il apprit que sa mère était une prostituée, qui avait été torturée et assassinée. Fuyant l'école, il sombre dans la délinquance. Mais il fut sauvé par sa passion



des arts martiaux. Ceinture noire de karaté à l'âge de 18 ans, il s'engagea dans la guerre de Corée comme Policier militaire, où il acquit la maîtrise du Tae Kwon Do. Atteignant sa rédemption en servant sous les drapeaux, il mena une carrière exceptionnelle jusqu'à devenir ministre de l'administration Bush 2. Une histoire exemplaire telle qu'il n'en existe qu'en Amérique, commente Arnaud de Borchgrave dans le *Washington Times* [3].

Cependant, si tous ces éléments biographiques sont exacts et romantiques à souhait, ils sont loin de rendre compte de la véritable carrière de « Bernie ».

En réalité, Bernard B. Kerik est associé en Corée à la création du Bureau de la guerre psychologique (OCPW) [4] du brigadier général Robert A. McClure. De retour aux États-Unis, il est affecté quelques mois au 18e Groupe parachutiste comme instructeur de la toute nouvelle école de guerre psychologique que McClure crée à Fort Bragg. Il y participe à la formation du 10° Groupe des Forces spéciales, ainsi qu'à celle des premiers « stay-behind » étrangers ; notamment les officiers de la 11e Brigade parachutiste de choc française du général Paul Aussaresses et des colonels Jacques Foccart et Jacques Morlanne [5].

Cependant, il est bientôt envoyé en Arabie saoudite pour assurer la protection, sinon la surveillance, du roi Ibn Adul-Aziz, qui vient de prendre la succession de son père Ibn Séoud. Le monarque, alcoolique et incapable, sera ultérieurement déposé par le Conseil des oulémas. Officiellement, Bernard Kerik a quitté l'uniforme et agit comme garde privé. Il n'a évidemment pas pour autant quitté les services spéciaux.

Cette mission terminée, Bernard Kerik rentre aux États-Unis où il est embauché comme policier du comté de Passaic (New Jersey). Il devient rapidement le patron de l'Unité des Opérations et armes spéciales (précurseur du GIGN et du RAID français), avant d'être promu directeur de l'administration pénitentiaire du comté, un poste à haute responsabilité puisque Passaic abrite le plus important complexe carcéral du New Jersey.

Abandonnant cette fonction lucrative, il décida, en 1986, de rejoindre la police de New York pour y combattre le crime. Il dirigea une opération d'infiltration du Cartel de Cali qui se solda par l'arrestation de 60 trafiquants, et la saisie faramineuse de 10 tonnes de cocaïne et de 60 millions de dollars en cash.

S'impliquant en politique, il devint, hors de ses heures de service, le garde du corps et le chauffeur de

Rudolph Giuliani [6], le candidat républicain à la mairie, en 1993. Les deux hommes se lièrent d'amitié et n'ont cessé depuis de lier leurs carrières. Par la suite, Kerik orna ses bureaux successifs d'un portrait de son idole, le colonel Oliver North, « héros » reganien de l'Iragate.

En 1994, Rudolph Giuliani, nouvellement élu, le nomma directeur de l'administration pénitentiaire. Il y installa son célèbre système d'évaluation des fonctionnaires, le TEAMS [7]. Il réduisit l'absentéisme des gardiens de 31 % et, par voie de conséquence, de 44 % les dépenses liées au paiement des heures supplémentaires compensant ces absences. Selon ses propres statistiques, il aurait également réduit de 76 % l'usage de la force par les gardiens et de 93 % les violences entre détenus. Des chiffres très contestés.

En 1998, Bernard Kerik est nommé par Giuliani directeur de la police de New York, la plus vaste police locale des États-Unis. Il y commande 41 000 hommes et gère un budget annuel de 3,2 milliards de dollars. En hommage à ses fonctions passées, la prison centrale de New York est renommée, en 2000, le « Complexe Bernard B. Kerik ».

Présentant ses objectifs au Manhattan Institute [8], le think tank républicain de New York, Bernard Kerik se fixa comme objectifs de réduire le crime, de relever le moral des policiers, et d'améliorer les relations entre communautés.



Le rabbin Leib Glanz bénissant le complexe pénitentiaire Bernard B. Kerik (12 décembre 2000)

Sur le premier point, la presse républicaine aime à souligner la baisse de la criminalité new-yorkaise pendant les deux mandats de Rudolph Giuliani, lorsque la police était dirigée par William Bratton, puis Bernard B. Kerik. Elle y voit la preuve de l'efficacité des théories de la « fenêtre brisée » et de la « tolérance zéro ». Toutefois, la presse démocrate rappelle que cette baisse avait débuté à la fin du mandat du démocrate David Dinkin et qu'on l'a observée simultanément dans de nombreuses grandes villes indépendamment des choix politiques. Rien ne prouve donc l'efficacité de la doctrine ultra-répressive mise en œuvre, tandis que chacun en constate les désastreuses conséquences sociales.

Pour le second point, Bernard Kerik fit oublier le blocage que son prédécesseur opposa à toute négociation syndicale sur les conditions de travail. Quant au troisième point, il ne parvint pas à changer grand-chose au comportement raciste de la police municipale.

Pour lutter contre le terrorisme, Bernard Kerik créa un Centre de commandement high tech, qu'il installa au 23e étage du World Trade Center, avec des salles spéciales dans le sous-sol de l'immeuble. Ce dispositif extrêmement coûteux n'a jamais servi, puisqu'il fut détruit lors des attentats du 11 septembre 2001. Quoi qu'il en soit, Bernard Kerik acquiesça ce jour-là la reconnaissance de ses concitoyens pour avoir organisé les secours. Enfin jusqu'à ce que paraisse le rapport de la Commission présidentielle sur les attentats et que l'un des rapporteurs, l'ancien secrétaire à la Navy John F. Lehman, ne dénonce les rivalités entre la police de New York et les pompiers qui les auraient, en pleine crise, rendus « moins efficaces que des boy scouts ».

Fin 2001, il rédige ses mémoires en utilisant les services de documentalistes et de rédacteurs de la police. Il sera ultérieurement condamné à une amende de 2 500 dollars pour avoir fait travailler pour son compte personnel des employés de la commune.

À l'issue du mandat de son ami Rudolph Giuliani, Bernard Kerik quitte la police de New York pour s'associer en affaires avec son ancien patron, au sein de Giuliani Partners, un cabinet de conseil en

sécurité urbaine. La firme se spécialise dans l'exportation du modèle new-yorkais en Amérique latine : comment assurer la tranquillité des riches en pénalisant les pauvres.

En mai 2003, Donald Rumsfeld engage Bernard Kerik pour créer une police en Irak. Il trouve plaisir à revenir en terre arabe, lui qui avait débuté sa carrière en Arabie saoudite et a épousé en seconde noces une Syrienne. En trois mois, il dispense une « formation à la démocratie » aux 40 000 policiers issus du régime de Saddam Hussein [9]. Pour ce faire, il déplace les personnel en Jordanie, afin de les protéger des attentats de la résistance. Il les équipe avec de nouvelles armes, achetant pour 1,2 milliards de matériel, alors même que la police de Saddam Hussein était déjà bien équipée [10]. Exerçant de facto les fonctions de ministre de l'Intérieur, il est rapidement surnommé le « Baghdad Terminator » au vu des méthodes expéditives qu'il aurait employées pour se débarrasser de certains policiers ba'asistes. En définitive, Kerik porte la police irakienne à 80 000 hommes, mais son successeur sera contraint de la réduire à 46 000 après une série de mutineries.



Bernard B. Kerik (à droite) et Rudy Giuliani (au pupitre).

Bernard Kerik fait campagne pour l'élection de George W. Bush en 2004. Il prend la parole lors de la Convention républicaine pour célébrer « le monde plus sûr » que nous a légué « la présidence forte » du premier mandat. Puis, dans un entretien au *New York Daily News*, il assure que seul un président déterminé pourrait dissuader les terroristes de perpétrer de nouveaux attentats, tandis qu'avec une présidence Kerry on verrait bien ce qui ne manquerait pas de se passer.

Le 1er décembre 2004, Giuliani Partners acquiert le cabinet d'audit international Ernst & Young. Deux jours plus tard, Bernard B. Kerik, associé de Giuliani Partners, est nommé secrétaire à la Sécurité de la patrie. Des commentateurs démocrates estiment que M. Kerik est surtout chargé de préparer l'élection de Rudolph Giuliani à la Maison-Blanche, en 2008, et qu'il devrait notamment s'occuper du financement de sa campagne.

Nous traduisons l'expression *Homeland Security* par « Sécurité de la patrie » et non par « Sécurité intérieure ». En effet, les attributions de ce département ne se limitent pas à la sécurité du territoire, mais englobent aussi celle des citoyens des États-Unis à l'étranger. Ce département a été créé en fusionnant 22 agences gouvernementales, lors de la plus grande réorganisation administrative depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans l'esprit de Karl Rove, directeur de cabinet de la Maison-Blanche, cette réforme était surtout un moyen de balayer les statuts particuliers des fonctionnaires de ces agences et de les intégrer de force dans un statut unique. Officiellement, il s'agissait de mieux coordonner le travail des uns et des autres, mais jusqu'à présent cela s'est avéré impossible, faute de budget propre pour superviser les 180 000 fonctionnaires concernés.

Compte tenu de l'inexpérience totale de Bernard Kerik en matière de lutte anti-terroriste (sauf à l'assimiler à la lutte contre la résistance irakienne) et au contraire de ses grandes compétences en matière de guerre psychologique, d'infiltration et de répression, on peut craindre que le département de la Sécurité de la patrie devienne rapidement un gigantesque outil de contrôle social, dans la lignée de ce que fut le FBI de J. Edgar Hoover pendant le maccarthysme.

Peu importe, la société Miramax a annoncé son intention de porter à l'écran la biographie légendaire du flic le plus célèbre des États-Unis.

[1] « Bush Names Ex-Police Chief to Top Security Post » par Richard W. Stevenson et Christopher Drew, *The New York Times*, 3 décembre 2004.

[2] *The Lost Son, a Life in Pursuit of Justice* par Bernard B. Kerik, Regan Books éd., novembre 2001.

[3] « Only in America » par Arnaud de Borchgrave, *The Washington Times*, 6 décembre 2004. Le journaliste est lui-même une figure du mercenariat et de la lutte anti-communiste, devenu un puissant patron de presse.

[4] Office of the Chief of Psychological Warfare.

[5] À lire : « **Stay-behind : les réseaux d'ingérence américains** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[6] « **Histoire criminelle de Rudy Giuliani** » par Edgar Gonzalez Ruiz, *Voltaire*, 6 septembre 2004.

[7] Total Efficiency Accountability Management System.

[8] « **Le Manhattan Institute, laboratoire du néo-conservatisme** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 15 septembre 2004.

[9] Voir « Baghdad City Cop » par Bernard B. Kerik, *The Wall Street Journal*, 28 septembre 2003 ; présenté dans « **Vérités et illusions en Irak** », Tribunes libres internationales n°198, *Voltaire*, 29 septembre 2003.

[10] « Questions are Raised on Awarding of Contracts in Iraq » par Patrick E. Tyler et Raymond Bonner, *The New York Times*, 4 octobre 2003.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Washington s'éloigne de Tel-Aviv

Analyse

La publication début décembre du rapport des seize sages, *Un Monde plus sûr*, émettant des propositions de réforme de l'ONU, a soulevé des réactions complètement différentes selon les pays. Dans le *Guardian*, Robin Cook relève que ces clivages sont apparus à propos de la guerre contre l'Irak et sont à l'origine même de la mission des sages. L'ancien ministre britannique des Affaires étrangères constate qu'aux États-Unis, on ne s'intéresse qu'au démantèlement de l'ONU, pas à sa réforme, ou aux accusations portées par le Sénat contre Kofi Annan. Cependant, l'ancien conseiller national de sécurité de Bush père, Brent Scowcroft, ayant participé au panel, il est possible de faire entendre cette voix outre-Atlantique. Encore que la présence dans la seconde administration Bush d'une personnalité comme **Alberto Gonzales** rend improbable tout retour au droit international.

L'affaire *Al Manar* continue d'occuper une grande place dans la presse française donnant parfois le sentiment d'un de ces dérivatifs qui soulèvent d'autant plus de passions consensuelles qu'ils permettent de ne pas débattre des sujets qui fâchent. Le quotidien *Le Monde*, qui a jusqu'ici donné la parole aux censeurs, publie une tribune divergente du père Michel Lelong. L'ecclésiastique souligne qu'on ne saurait juger une chaîne à la vue d'un seul programme et plaide pour une forme de dialogue éducatif qui encourage la chaîne à s'améliorer. Il énonce un argument nouveau : et si nous, Européens, avions à apprendre de certains programmes de cette chaîne étrangère ?

Comme nous l'avions pronostiqué dans ces colonnes, la politique des États-Unis au Proche-Orient s'oriente vers une distanciation face à Israël (dont la fonction évolue alors qu'une armada stationne en Irak), cependant qu'aux États-Unis les

associations communautaires juives s'alignent sur leur gouvernement et les associations sionistes sur celui d'Israël.

Ainsi, Alexander H. Foxman, directeur de l'Anti-Defamation League, note dans *Ha'aretz* qu'un conflit entre Washington et Tel-Aviv pourrait survenir si Israël refuse de négocier avec les Palestiniens après s'être retiré de Gaza.

A contrario, Morton A. Klein, président de la Zionist Organization of America, milite sans retenue dans le même quotidien pour que les États-Unis réajustent leur politique et luttent contre la culture de la haine en Palestine, comme ils organisèrent la dénazification de l'Allemagne.

De son côté l'ambassadeur Martin Indyk assure, dans le *New York Times*, que les Israéliens ont compris le message en diminuant leurs exigences face aux Palestiniens et en reprenant le transfert à l'Autorité palestinienne d'impôts collectés en Palestine.

Le ministre des Affaires étrangères du Canada, Pierre Pettigrew, dément dans le *Jerusalem Post* que son pays ait modifié sa politique au Proche-Orient. Le fait de s'être opposé à des projets de résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, favorables aux Palestiniens signifie uniquement que le Canada était en désaccord avec la formulation de ces textes.

Le président chilien Ricardo Lagos se félicite dans le *Christian Science Monitor* du travail historique accompli par la Commission nationale sur la détention politique et la torture. En établissant les faits de disparition, d'assassinats et de tortures, de 1973 à 1990, et en démontrant la responsabilité de l'État, elle a mit fin à la controverse, rendu hommage aux victimes, et ouvert la possibilité d'une réconciliation nationale dans la dignité.

Enfin, les ambassadeurs Peter W. Galbraith et Leslie Gelb énoncent dans le *Los Angeles Times* la position du Council on Foreign Relations sur l'avenir de l'Irak : il faut empêcher une victoire électorale des partis khomeinystes et amorcer la partition du pays. Pratiquement, cela signifie qu'il faut repousser aux calendes grecques des élections générales et, au contraire, organiser des élections locales. Sans rire, les deux auteurs présentent la non-tenu d'élections générales comme un refus de voir triompher l'ethnisme, tandis qu'ils présentent l'organisation de la partition comme une mesure réaliste compte tenu des différences ethniques.

Réseau Voltaire

Robin Cook

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Une ONU pour ce siècle, pas le précédent »

Source : The Guardian

Référence : « A UN for this century, not the last one », par Robin Cook, *The Guardian*, 3 décembre 2004.

Une visite aux États-Unis est un bon moyen de se souvenir que l'Europe et l'Amérique ne sont pas séparées que par un océan, mais aussi par de profondes différences dans leur agenda médiatique. Une des histoires qui fait les gros titres de la presse outre-Atlantique est ainsi les salaires touchés par le fils de **Kofi Annan** payés par une entreprise qui a participé au programme « **pétrole contre nourriture** ». J'ai même été interrogé par un présentateur de **CNN** qui m'a demandé si moi aussi je voulais la démission du secrétaire général de l'ONU.

Le problème de la couverture de l'ONU par les médias états-uniens, c'est qu'elle est présentée comme s'il s'agissait d'un continent étranger et qu'ils ne pointent jamais que l'un de ses principaux problèmes est l'attitude de son principal membre. Il est temps de nous pencher sur le rapport sur la réforme de l'ONU. La rédaction de ce rapport a été lancée suite à la guerre d'Irak, quand les Anglo-saxons affirmèrent que l'ONU était discrédité pour ne pas les avoir suivis et que le reste du monde affirmait qu'elle s'était décrédibilisée par son incapacité à empêcher les États-Unis et les Britanniques à agir. Il est évident que l'ONU serait dans une situation bien pire si elle avait cru aux fausses preuves de **Colin Powell** concernant l'Irak.

Le rapport publié le 2 décembre condamne le principe des frappes préventives et les actions unilatérales. Ce rejet est renforcé par la présence dans les rédacteurs du dossier de **Brent Scowcroft**, qui occupa de hautes responsabilités dans l'administration de **George H. Bush**. De l'autre côté, le rapport appuie le principe d'interventions humanitaires défendu par **Tony Blair**. Cela renforce le droit des individus sur le droit des États.

Avec ce rapport, l'ONU pourrait finalement sortir plus forte de la guerre d'Irak en étant plus adaptée aux conflits du XXIème siècle : les conflits internes. Il faut soutenir ce rapport à l'ONU et l'appliquer, mais cela sera difficile avec des gens comme **Alberto Gonzales** dans l'administration Bush, lui qui rejette même la Convention de Genève.

Michel Lelong



Ancien missionnaire en Afrique, Michel Lelong est prêtre catholique. Spécialisé sur la question du dialogue entre le catholicisme et l'islam, il a été secrétaire de la Commission épiscopale française pour les relations avec l'islam. Il est l'auteur de *Jean-Paul II et l'islam*.

« Pour Al-Manar, pour le dialogue »

Source : Le Monde

Référence : « Pour Al-Manar, pour le dialogue », par Michel Lelong, *Le Monde*, 3 décembre 2004.

Décidément, l'islam n'a pas fini de susciter en France d'ardents débats. Après l'affaire du voile, c'est celle de la chaîne de télévision *Al-Manar* qui soulève les passions. Pour avoir suivi le dossier depuis plusieurs mois, je constate que la plupart des déclarations viennent de gens qui n'ont sans doute pas regardé les programmes de cette chaîne.

Cette chaîne a certes diffusé il y a quelques mois un programme inacceptable qui confondait, comme cela arrive trop souvent, antisémitisme et antisocialisme. Mais n'arrive-t-il pas parfois aux chaînes de notre télévision nationale de commettre, elles aussi, des fautes, parfois graves ? J'ai parfois été choqué de la façon dont on parle du christianisme, mais faut-il pour autant sanctionner ou interdire les chaînes qui agressent les chrétiens ? Il ne faut pas juger *Al-Manar* en tenant compte seulement d'un dérapage, si blâmable soit-il. Ceux qui connaissent bien cette chaîne libanaise savent qu'elle comporte des programmes de valeur et qu'elle peut aussi nous intéresser, nous, Européens. Il faut souhaiter que la direction d'*Al-Manar* s'efforcera désormais d'éviter toute faute et rejettera tout élément risquant d'approfondir les malentendus. Je serai alors heureux, en tant que Français convaincu de l'importance de la fidélité à la liberté d'expression, et en tant que chrétien, convaincu de la nécessité du dialogue interconfessionnel, que le **Conseil supérieur de l'audiovisuel** (CSA) l'autorise à diffuser dans les pays de l'Union européenne.

Abraham H. Foxman



Survivant de la Shoah, Abraham H. Foxman est directeur national de l'Anti-Defamation League. Il a été membre de la délégation états-unienne, dirigée par Rudolph W. Giuliani, à la conférence contre l'antisémitisme,

« La dynamique du second mandat »

Source : Ha'aretz

Référence : « Second-term dynamic », par Abraham H. Foxman, *Ha'aretz*, 3 décembre 2004.

George W. Bush est de nouveau là et **Yasser Arafat** n'est plus. Que faire dans ces conditions pour remettre les négociations de paix israélo-palestiniennes sur les rails ?

Les relations de l'administration Bush avec Israël vont sans doute demeurer dans la droite ligne de ce qu'elles ont été ces quatre dernières années. Le cœur de cette relation est la reconnaissance des différences entre les sociétés démocratiques et non démocratiques, une volonté de voir le terrorisme comme une entité indivisible (du **Hamas** à Al Qaïda), l'analyse qu'avec Arafat aux

organisée à Vienne en juin
2003 par l'OSCE.

affaires, Israël n'avait pas de partenaires pour faire la paix mais aussi que pour parvenir à la paix, Israël devra faire des concessions majeures aux Palestiniens. Il faut donc démanteler des colonies pour permettre la création d'un État palestinien, mais seulement quand les Palestiniens auront cessé le terrorisme et réformé leur gouvernement. L'administration Bush et le gouvernement d'Ariel Sharon sont sur la même longueur d'onde si on fait exception de l'échec de Sharon à appliquer son engagement concernant le démantèlement des colonies illégales en Cisjordanie. Toutefois, les plans de paix proposés par l'administration Bush (comme la « feuille de route », le plan Tenet ou le plan Mitchell) ont eu tendance à marquer un retour à la posture traditionnelle des États-Unis plus équilibrée et cela est important dans l'optique d'un second mandat Bush après la mort d'Arafat.

Cet événement a eu des conséquences significatives côté palestinien et Sharon a réagi en diminuant les demandes concernant le démantèlement des infrastructures terroristes pour ne plus exiger que la fin de l'incitation au terrorisme par l'Autorité palestinienne. De son côté, l'administration Bush insiste sur l'importance de l'organisation des élections qui amènerait au pouvoir des politiques plus modérées. Pour l'instant, il n'y a pas de conflits en vue entre Jérusalem et Washington, mais cela pourrait advenir après le désengagement de Gaza si Israël refuse de négocier avec les Palestiniens. Tout dépendra alors si les États-Unis ont besoin d'Israël contre l'Iran.

Morton A. Klein

Ancien conseiller économique dans les administrations Nixon, Ford et Carter, Morton A. Klein est président de la Zionist Organization of America et membre du comité directeur de l'AIPAC.

« Un mini-Irak dans l'arrière cour d'Israël »

Source : Ha'aretz

Référence : « Mini-Iraq in Israel's backyard ? », par Morton A. Klein, *Ha'aretz*, 3 décembre 2004.

Le début du second mandat Bush offre une opportunité de relancer les politiques états-unienne concernant Israël et les Arabes palestiniens, d'apprendre des erreurs du passé et de construire une nouvelle approche. Beaucoup de responsables états-uniens ont présenté la mort de Yasser Arafat comme un nouvelle opportunité de paix car les « modérés » prendraient le pouvoir à la tête de l'Autorité palestinienne. En fait de modérés, il s'agit des cofondateurs du Fatah, un groupe terroriste, et ils sont dans la ligné du vieux dirigeant. Mahmoud Abbas a toujours refusé de s'en prendre aux groupes terroristes, leur a offert des postes clé dans son gouvernement et il présente les terroristes prisonniers en Israël comme des « prisonniers politiques » ou des « héros ». Il a même écrit une thèse niant l'assassinat de six millions de juifs par les nazis.

Tout l'establishment de l'Autorité palestinienne est impliqué dans le terrorisme et promeut une culture de haine contre les juifs. Cela fonctionne et les sondages montrent qu'une majorité de Palestiniens soutient les kamikazes. Au lieu de reconnaître que c'est le terrorisme et cette culture de la haine qui sont le problème, l'administration Bush a critiqué les actions de défense d'Israël en les

présentant comme disproportionnées et a doublé l'aide versée aux Arabes palestiniens. L'administration Bush a soutenu la création d'un État palestinien, oubliant que le but des Arabes palestiniens n'est pas la construction d'un petit État, mais la destruction d'Israël.

Créer un petit État palestinien équivaldrait à créer un mini-Irak à côté d'Israël. Il faut que les États-Unis changent de politique et refusent de traiter avec l'Autorité palestinienne pro-terroriste et luttent contre la culture de haine dans l'Autorité palestinienne. Il faut mettre en place un processus comparable à la dénazification en Allemagne dans l'Autorité palestinienne.

Martin Indyk



Martin Indyk est ancien assistant sur les questions du Proche-Orient au département d'État et ancien ambassadeur en Israël sous l'administration Clinton. Il est directeur du Saban Center for Middle East Policy de la Brookings Institution et directeur exécutif du Washington Institute for Near East Policy.

« Les actions ont plus d'impact que les voyages officiels »

Source : New York Times

Référence : « Actions Speak Louder Than Tours », par Martin Indyk, *New York Times*, 6 décembre 2004.

La mort de **Yasser Arafat** a donné naissance à un nouvel espoir. Libéré du style de gouvernement dysfonctionnel du vieux dirigeant palestinien, les responsables palestiniens actuels sont en train de prendre le chemin de la coopération, mais il s'agit d'un processus fragile. D'un côté, nous avons la vieille garde de Tunis, décidée à garder ses privilèges et, de l'autre, la jeune garde déterminée à obtenir des positions de pouvoir. Il faut ajouter à ce schéma les milices, les seigneurs de guerre de Gaza, les chefs des neuf services de sécurité mis en place par Arafat et le Hamas. Malgré tout, les Palestiniens s'efforcent de favoriser le respect de la loi, plutôt que la loi de la jungle dans la succession d'Arafat en se concentrant sur l'organisation d'élections.

La jeune garde utilise Barghouti comme une menace contre le Fatah pour obtenir des positions clés, mais n'a pas vraiment envie qu'il se présente. Le Hamas va boycotter l'élection présidentielle, mais travaille à la modification de la loi électorale pour augmenter le nombre de sièges au Parlement. Cette situation avantage M. Abbas et va marquer un coup d'arrêt pour les groupes terroristes. M. Abbas propose aux membres de ces groupes de déposer les armes et de rejoindre les forces de sécurité palestiniennes. Israël semble avoir compris la situation, a diminué le nombre des interventions de Tsahal et ne demande plus à l'Autorité palestinienne que la fin de l'incitation au terrorisme. Israël a repris également le transfert des impôts collectés à l'Autorité palestinienne.

Ces avancées doivent être soutenues par Washington. Cela passe par la mise en place d'un effort international pour reconstruire les institutions palestiniennes et relancer la « **feuille de route** » à l'occasion du retrait de Gaza.

Pierre Pettigrew



Pierre Pettigrew est le ministre des Affaires étrangères du Canada.

« Même politique, votes différents »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Same policy, different votes », par Pierre Pettigrew, *Jerusalem Post*, 6 décembre 2004.

Suite à certains votes du Canada à l'ONU, il existe des rumeurs selon lesquelles ce pays changerait sa politique au Moyen-Orient. En fait, nous n'avons pas changé notre politique. Elle reste fondée sur les mêmes principes et les mêmes objectifs : la paix et la sécurité pour les peuples de la région. Le Canada s'oppose également à toute action contraire à la loi internationale, spécialement quand cela peut nuire aux négociations. Nous soutenons Israël et sa sécurité, la création d'un État palestinien, la « feuille de route » et nous condamnons le terrorisme et les incitations à la haine et à la violence. Lors des 60 dernières années, les gouvernements canadiens ont soutenu ces principes tout en tenant compte de la situation dans la région et du meilleur moyen de parvenir aux objectifs désignés.

Aujourd'hui, une succession d'évènements offre une occasion historique. Le Premier ministre canadien est décidé à contribuer à la relance du processus de paix. C'est dans cet esprit que nous nous sommes opposés à deux propositions de résolution à l'Assemblée générale de l'ONU, les deux ayant traités au travail de Commission concernant les droits des Palestiniens. Cela ne veut pas dire que nous ne nous soucions pas de leur sort, mais que nous n'approuvons pas le travail de ces commissions. En revanche, nous avons voté le texte de la résolution sur la prolifération nucléaire au Moyen-Orient et nous demandons à Israël de ratifier le Traité de non-prolifération.

Nous souhaitons une ONU juste et renforcée qui aidera les parties en présence à négocier pacifiquement une solution au conflit.

Ricardo Lagos



Ricardo Lagos est président du Chili.

« La dernière avancée du Chili sur la voie de la vérité »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Chile's latest step on path to truth », par Ricardo Lagos, *Christian Science Monitor*, 3 décembre 2004.

La publication du rapport de la Commission nationale sur la détention politique et la torture au Chili a provoqué un tremblement de terre comme le Chili en connaît souvent. Ce rapport révèle la responsabilité de l'État dans les cas de torture de 1973 à 1990, une vérité qui jusqu'ici n'était que soupçonnée, que certains niaient et que d'autres ont laissé sous silence. 35 000 témoignages ont été recueillis, 28 000 sont incontestables et 7 000 sont encore à l'étude.

L'expérience chilienne est unique au monde et permet à notre pays de faire face

aux épisodes sombres de son histoire. Depuis 15 ans, nous avons remis le Chili sur la voie de la démocratie et nous avançons avec prudence et maturité pour abattre les murs derrière lesquels la vérité est cachée. Notre travail a été guidé par trois principes : la vérité, la justice et la réparation. Progressivement, toute la vérité a été révélée et il est maintenant indéniable que la détention politique et la torture étaient des pratiques institutionnalisées de l'État chilien.

Nous devons nous appuyer sur ces blessures du passé pour construire un avenir de liberté et de prospérité. Ces révélations font désormais partie de notre histoire et nous avons ainsi rendu leur dignité aux victimes. Ces crimes ne seront plus jamais niés.

Leslie H. Gelb, Peter W. Galbraith



Leslie H. Gelb est ancien rédacteur et éditorialiste du *New York Times*. Il est président émérite du Council on Foreign Relations, ancien membre de la Carnegie Endowment for International Peace et ancien fonctionnaire du Pentagone.



Membre du Centre for Arms Control and Non-Proliferation de Washington, Peter W. Galbraith fut négociateur des accords de Dayton, puis premier ambassadeur des États-Unis en Croatie. Il est professeur au National War College. Il était présent dans la zone d'où est partie la rébellion kurde, en 1991, et est

« Pourquoi le 30 janvier ne va pas fonctionner »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Why Jan. 30 Won't Work », par Peter W. Galbraith et Leslie H. Gelb, *Los Angeles Times*, 3 décembre 2004.

Bien que **George W. Bush**, **Iyad Allaoui** et les dirigeants chiïtes insistent pour que les élections nationales irakiennes aient bien lieu le 30 janvier, il y a de bonnes raisons de les repousser. Tout d'abord, la plupart des dirigeants arabes sunnites demandent à leurs partisans de les boycotter et les insurgés sunnites, même après avoir perdu à Fallouja, peuvent toujours organiser des attaques partout dans le triangle sunnite pour perturber les élections. Or, si beaucoup s'abstiennent, cela minera la légitimité du nouveau gouvernement irakien. En privé, peu à Washington et Bagdad pensent que les élections pourront avoir lieu dans deux mois. Repousser les élections seraient mauvais, mais les organiser en l'état serait pire.

Le but de cette élection est de choisir une assemblée nationale pour écrire une constitution permanente et établir un gouvernement avec une légitimité, mais le système électoral mis en place par l'ONU exige une participation équivalente de tous les groupes de la population sous peine d'entraîner une sous-représentation d'un groupe donné. Dans la configuration actuelle, les chiïtes seraient sur-représentés, ce que refuseront les sunnites et les Kurdes (ces derniers étant tournés vers l'Occident quand les chiïtes sont tournés vers l'Iran). En fait, les chiïtes auront l'autorité démocratique, mais seront incapables de l'appliquer hors de leur région.

L'Irak n'est pas une nation et la seule façon de faire est de mettre en place une confédération. Il faut repousser les élections nationales et organiser des élections locales là où ce sera possible.

favorable à la création
d'un Kurdistan
indépendant.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .